

Évelyne Diebolt (dir.), *Dictionnaire biographique. Militer au XX^e siècle. Femmes, féminismes, Églises et société*. Paris, Michel Houdiard éditeur, 2009, 348 p.

Hélène Charron

Volume 23, numéro 1, 2010

Femmes et pouvoir politique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/044429ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/044429ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Charron, H. (2010). Compte rendu de [Évelyne Diebolt (dir.), *Dictionnaire biographique. Militer au XX^e siècle. Femmes, féminismes, Églises et société*. Paris, Michel Houdiard éditeur, 2009, 348 p.] *Recherches féministes*, 23(1), 175–181.
<https://doi.org/10.7202/044429ar>

⇒ **Évelyne Diebolt (dir.)**

Dictionnaire biographique. Militer au XX^e siècle. Femmes, féminismes, Églises et société.

Paris, Michel Houdiard éditeur, 2009, 348 p.

La lecture du sous-titre de cet ouvrage, *Militer au XX^e siècle. Femmes, féminismes, Églises et société*, laisse entendre que l'on tient entre les mains un dictionnaire biographique abordant l'ensemble des secteurs du militantisme féminin en France au XX^e siècle. La lecture de l'introduction renforce cette impression lorsqu'on y lit que les « femmes de ce dictionnaire ont en commun d'avoir pris des initiatives, eu des activités – bénévoles ou rémunérées, souvent aux postes de direction – dans le monde associatif » (p. 11). Or, le monde associatif est extrêmement vaste et diversifié, et ce dictionnaire biographique ne l'explore finalement pas dans toutes ses dimensions. Il porte essentiellement sur des militantes d'associations catholiques et protestantes peu ou pas contestataires, associées de près à la fondation de nombreux services sociosanitaires originaux, et dont les trajectoires demeureraient encore largement méconnues de la plupart des chercheuses et des chercheurs. La pertinence d'un dictionnaire biographique concernant ce groupe plus restreint de militantes encore peu étudiées est évidente, mais le contenu réel du volume aurait dû être plus explicitement annoncé dès le départ. Les lecteurs et les lectrices n'y trouveront donc aucune notice sur les syndicalistes, sur les militantes politiques (particulièrement celles des groupes et des partis de gauche), sur les militantes pacifistes (à l'exception de Marie-Louise Puech) et sur les militantes écologistes, ainsi que très peu d'entrées sur les militantes féministes associées aux tendances républicaines, laïques et radicales. Néanmoins, le contenu empirique de la grande majorité des notices est manifestement le fruit de longues recherches en archives et les trajectoires sociales des femmes présentées sont généralement fascinantes.

La sélection des militantes figurant dans ce dictionnaire apparaît être davantage le reflet des préoccupations monographiques des auteures sollicitées que le résultat d'une définition bien articulée des champs politique, associatif, féministe ou sociosanitaire. Évelyne Diebolt, historienne spécialisée en matière de vie associative et de philanthropie féminine (2001), dirige l'ouvrage et signe la majorité des entrées (57 %), notamment l'ensemble de celles qui portent sur les militantes du Mouvement jeunes femmes qui représente à lui seul plus de 20 % de tout l'ouvrage. Ce groupe, fondé en 1947 et composé de protestantes de classe moyenne qui s'associent ensuite au groupe Maternité heureuse pour fonder le Mouvement français du planning familial (MFPF), se rapproche progressivement du féminisme à mesure de son éloignement de la référence religieuse. Les trajectoires personnelles et professionnelles des principales dirigeantes sont longuement documentées (Nancy Atger, Christiane Berthelot-Jouvin, Anne David, Christiane Delteil, Suzette Duflo, Francine Dumas, Rolande Dupont, Lucie Durand, Suzanne Fauche, Solange Fernex,

Huguette Fromenthal, Janine Grière, Clause Groussin, Elisabeth Gruson, Simone Iff, Suzanne Neubuhler. Jeanne Lebrun, Herrade Mehl-Koehnlein, Monique Mercier, Sylvaine Moussat, Françoise Muckensturm, Yvonne Pelat, Geneviève Poujol, Annie Ségura-Daudé, Jacqueline Sers, Madeleine Tric et Claude Viguié).

Évelyne Diebolt a aussi rédigé les notices sur les militantes engagées dans le guidisme et les associations protestantes pour la jeunesse (Renée de Montmort, Corinne Akli, Marie-France Alexandre, Marie Diémer, Marie-Thérèse Cheroutre, Monique Mitrani), sur les infirmières formées par la docteure Anna Hamilton à la maison de santé de Bordeaux et qui essaient ensuite dans toute la France en fondant des institutions hospitalières similaires (Alice Bianquis-Escande, Éva Durrleman, Antoinette Hervey, Thérèse Matter, Marcelle Monod, Madeleine Rives-Mörch, Élizabeth Rouffiac et Madeleine Seltzer), sur les infirmières associées à la Croix-Rouge (Yolande Bonnet de Paillerets, Juliette Droz (signé Sylvie Fayet-Scribe), Geneviève Hennet de Goutel), à l'École de Léonie Chaptal, à l'Institut de service social de Montrouge (Gabrielle Alphen-Salvador, Jeanne de Joannis), à l'École des surintendantes d'usine (Juliette Delagrangue) ou encore au Service social de l'enfance en danger (Hélène Landry-Campinchi, Olga Spitzer, Marie-Thérèse Vieillot). La directrice de l'ouvrage se charge également de la notice d'Andrée Butillard et des militantes de l'Union féminine civique et sociale (Anne-Marie Durand de Bousingen, Agnès Planchais), importante association catholique féminine fondée en 1925 dans la mouvance du catholicisme social. Cette association se caractérise, du point de vue du genre, par un étonnant syncrétisme entre, d'une part, un conservatisme familialiste la rapprochant du régime de Vichy en 1940, des groupes qui luttent pour le maintien des femmes dans l'espace domestique et des groupes qui s'opposent à la limitation des naissances et, d'autre part, la défense de l'expertise professionnelle féminine dans les secteurs sociosanitaires et dans les secteurs traditionnels d'intervention féminine.

Quelques autres associations et groupes, étudiés par des collaboratrices spécialisées, composent l'essentiel des autres notices de ce dictionnaire biographique. Sylvie Fayet-Scribe, auteure de l'incontournable ouvrage *Associations féminines et catholicisme* (1990), a été sollicitée pour son expertise sur les militantes qui fondent les premières « maisons sociales » sur le modèle anglais des *settlements* dans la première moitié du XX^e siècle en France (Marie-Jeanne Bassot, Marie Diémer, Marie Gahéry, Mathilde Girault, Apolline de Gourlet (signé Évelyne Diebolt), Mercedes Le Fer de la Motte, Marie Perron). Elle a rédigé également un ensemble d'autres notices sur des femmes engagées dans certaines associations de bibliothécaires et de documentalistes (Suzanne Briet, Myriem Foncin, Alice Garrigoux, Louise-Noëlle Malclès, Yvonne Oddony, Georgette Randon de Grolier).

Magali della Sudda, pour sa part, a écrit les biographies de plusieurs militantes de la Ligue patriotique des Françaises (LPDF) (Ghislaine Brigode de Bournoville, Alette Collason, Marie Frossard, Louise Krafft, Marie Leclerq de Juigné, Marie Liron d'Airoles (signé Évelyne Diebolt), Marthe de Noailat-Devuns,

Geneviève Reille, Anne Tanquerel des Planches, Berthe de Terrasson de Sénévas et Marthe de Vélard), association féminine catholique ultraconservatrice qui a été l'objet de sa thèse de doctorat soutenue récemment. La LPDF s'est opposé longtemps au suffrage féminin et à toutes les innovations républicaines en matière de rapprochement des sexes.

Enfin, le dernier regroupement qui mérite plusieurs entrées dans ce dictionnaire biographique est l'Association des Françaises diplômées des universités (AFDU), devenue l'Association française des femmes diplômées des universités. Nicole Fouché et Renée Gérard ont produit de courtes notices sur Anna Amieux, Suzanne Bastid-Basdevant, Marie Bonnet, Madeleine Cazamian, Sylvie Charrot, Jeanne Chaton (signé Corinne Conrad), Marguerite Cordier, Eugénie Cotton, Huguette Delavault, Suzanne Karpélès, Marie Lainé, Hélène Long-Landry, Henriette Mazoué, Marguerite Mespoulet, Marie Monod, Marguerite Pichon-Landry (également engagée dans le Conseil national des femmes françaises et dans la Section d'études féminines du Musée social) et Marie-Louise Puech (également féministe et pacifiste engagée dans l'Union féminine pour le suffrage féminin et à la Société des Nations). Diebolt s'est réservé la rédaction des notices de quelques militantes de l'AFDU : celles de Suzanne Baumé et de Geneviève Bianquis, pionnière parmi les femmes à accéder à un poste universitaire en France.

À côté de ces groupes et associations privilégiés par la directrice de l'ouvrage, d'autres militantes catholiques « isolées » (Agnès Agache, Gabrielle Bonnefous, Chantal Debry, Cathe Descroix, Lucie FaureGoyau, Françoise Le Ménestrel, Anne Leflaive, Suzanne Masson, Alice Munet, Marie du Rostu, Henriette Viollet), parfois associées au féminisme chrétien (Cécile de Corlieu) ont été étudiées, surtout par Diebolt, mais également par Jacqueline Roux, Sylvie Fayet-Scribe et Magali della Sudda. Peggy Bette, quant à elle, a signé trois notices sur des militantes dans des œuvres concernant les veuves de guerre, les anciens combattants et les pupilles de la nation (Jeanne Marie Callarec, Élisabeth Cassou et Marguerite Lejeune). Enfin, quelques grandes figures de l'engagement féminin ont été laissées aux mains d'autres auteures et de Diebolt : Ghénia Avril de Sainte-Croix (Karen Offen), qui a été de toutes les initiatives féministes républicaines modérées au cours de la première moitié du XX^e siècle et a dirigé durant de longues années le Conseil national des femmes françaises (CNFF) et la Section d'études féminines du Musée social, Jeanne Diesbach (signé Sandrine Roll), pionnière de l'enseignement ménager en France, Marguerite Durand (signé Annie Metz), fondatrice du journal *La Fronde* et à l'origine de multiples autres initiatives féministes et associatives, Jeanne Humbert (signé Diebolt), néo-malthusienne, Luce Irigaray (signé Évelyne Diebolt), philosophe féministe différentialiste, Julie Siegfried (signé Geneviève Pujol), figure centrale du militantisme féministe protestant du début du XX^e siècle, Germaine Tillion (signé Évelyne Diebolt), ethnologue et résistante, et Simone Veil (signé Évelyne Diebolt), femme politique à l'origine de la dépenalisation de l'avortement.

Cet ouvrage constitue d'abord un outil de travail exceptionnel pour les historiennes et les historiens des professions sociosanitaires féminines, ainsi que du militantisme catholique féminin en France, qui profitent de très peu de publications de ce type. La richesse et le détail des données biographiques rassemblées dans chaque notice pourront servir des objectifs prosopographiques et permettront d'étayer des hypothèses sociologiques sur les réseaux associatifs féminins et sur les modalités du processus de professionnalisation des femmes en France. Ce dictionnaire permet, par exemple, de saisir particulièrement bien les tensions entre les différentes tendances du travail social et infirmier, dont les particularités sont souvent le résultat des appartenances confessionnelles. Ainsi, entre la docteure protestante Anna Hamilton et les catholiques Léonie Chaptal et Andrée Butillard, des définitions concurrentes de la profession infirmière s'opposent pour la reconnaissance de la spécificité du travail social ou sa réunion avec le travail infirmier ainsi qu'au sujet du rapport entre les infirmières et les médecins que les protestantes souhaiteraient beaucoup plus égalitaire que les catholiques.

Ce dictionnaire met également bien en évidence le lien entre, d'une part, l'engagement des femmes dans des secteurs considérés comme « naturellement » féminins, c'est-à-dire les soins du corps et les relations humaines prises en charge par le travail infirmier et social ou encore les questions de moralité et d'éducation des enfants, et, d'autre part, l'insertion plus générale des femmes (surtout des classes moyennes) dans l'espace public et politique français. Autrement dit, on y voit clairement que, à partir de leurs secteurs d'expertise largement définis en fonction des attributs féminins naturalisés – lesquels les incitent au silence et à la modestie –, ces femmes ont décidé de prendre la parole publiquement et d'occuper plus d'espace que prévu, de participer aux prises de décision collectives et à l'organisation sociale. On observe donc comment, dans les périodes où les groupes féministes sont moins présents dans l'espace public, les femmes mobilisées transforment tout de même les rapports sociaux de sexe, de manière souvent imperceptible aux yeux de ceux et celles qui ne regardent que les secteurs d'action traditionnellement monopolisés par les hommes comme le champ politique.

Enfin, il faut aussi souligner que cet ouvrage, qui porte surtout sur les associations qui se positionnent vers la droite du spectre politique, ou qui demeurent attachées à des éléments de l'ordre social traditionnel responsables du maintien des inégalités sociales, a le grand mérite de remettre en question les clivages trop manichéens entre les groupes progressistes et les groupes conservateurs, entre les personnes conscientes et les personnes aliénées ou encore entre celles qui seraient autonomes et celles qui seraient soumises aux autorités sociales. Il montre bien la complexité des appropriations féminines des idéologies conservatrices qui ne sont pas du tout des reproductions du même, mais plutôt des redéfinitions des frontières de l'espace légitime d'action féminine.

À noter que ce dictionnaire biographique est toutefois marqué par un déséquilibre entre les différents groupes abordés, déséquilibre qui résulte

certainement en partie de l'absence de définition théorique et historique précise du champ associatif englobé par l'ouvrage et des modalités empiriques particulières de sélection des femmes étudiées. L'importance accordée à chacun des groupes est en effet peu représentative de leur poids ou de leur audience réelle dans l'ensemble du champ associatif français au XX^e siècle. Ainsi, le Mouvement jeunes femmes apparaît franchement surreprésenté par rapport aux autres groupes qui luttent pour l'accès à la contraception et à l'avortement et en regard des groupes féminins de réflexion sur le social comme les néo-malthusiennes de la première moitié du XX^e siècle ou le Mouvement de libération des femmes et le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception durant les années 70 (Picq 1993). Même en comparaison de certains groupes catholiques non féministes abordés dans l'ouvrage comme l'Union féminine civique et sociale, le Mouvement jeunes femmes prend beaucoup de place (Chaperon 2000a, 2000b, Dubesset 2002). Dans le même sens, le nombre de militantes de l'Association française des femmes diplômées ainsi que des militantes dans le secteur de la documentation est très élevé au regard des autres militantes engagées dans les associations féministes, pacifistes, communistes, syndicalistes, écologistes, libertaires ou même professionnelles dont il n'est jamais question dans ce dictionnaire. Si le dictionnaire avait précisé plus clairement son champ d'investigation, ces remarques auraient été hors de propos, car l'intérêt de chaque notice est évident; c'est l'organisation d'ensemble qui est discutable.

D'ailleurs, la présence des bibliothécaires et des universitaires dans l'ouvrage soulève la question des frontières entre le militantisme et le travail professionnel dans le secteur sociosanitaire et universitaire. Une part de la confusion observée entre ces deux espaces s'explique certainement par le fait que les œuvres sociosanitaires font partie des attributions des associations féminines catholiques et protestantes et que la professionnalisation du travail féminin a été une des principales revendications des groupes féminins et féministes en France durant tout le XX^e siècle. Il aurait été néanmoins intéressant que ce problème fasse l'objet de réflexions introductives afin que le lectorat comprenne mieux la présence commune des parcours professionnels d'infirmières, d'universitaires et de bibliothécaires à côté de parcours militants plus traditionnels se situant davantage dans le champ politique, ou par référence à celui-ci. Qu'est-ce qui différencie une association professionnelle, comme l'Association des femmes médecins ou encore l'Association des bibliothécaires français, et une association caritative qui offre de nouveaux services sociaux ou encore une association féministe œuvrant d'abord dans le champ politique? Peut-on assimiler le militantisme dans une association qui a d'abord pour objet la promotion des intérêts de ses membres, comme les associations professionnelles, et celles qui font la promotion d'intérêts sociaux plus larges, ne concernant pas uniquement le groupe restreint des membres de leur association, comme les groupes féminins d'action sociale et politique? À quel moment les avancées professionnelles des femmes dans les secteurs non traditionnels cessent-elles d'être des pratiques militantes? Le sont-elles toujours?

En outre, est-il possible d'exclure presque entièrement les groupes explicitement féministes d'un dictionnaire sur le militantisme féminin qui porte en sous-titre la mention *Femmes, féminismes, Églises et société*? Si les notices sur Marguerite Durand, Ghénia Avril de Sainte-Croix et quelques autres font exception, d'autres militantes féministes majeures comme Hubertine Auclert, Madeleine Pelletier, Cécile Brunschvicg, Nelly Roussel, Andrée Lehmann, Louise Weiss, Simone de Beauvoir, Christine Delphy et tant d'autres sont absentes de l'ouvrage. Enfin, certaines notices apparaissent surprenantes dans le paysage général de l'ouvrage et au regard des silences signalés. Marcelle Auclair, fondatrice de *Marie-Claire*, ne s'est engagée dans aucune association si l'on se fie à la notice la concernant. Germaine Tillion, pionnière parmi les ethnologues, déportée durant la Seconde Guerre mondiale, semble surtout devoir sa présence dans l'ouvrage à une brève association avec le Mouvement jeunes femmes lors de la publication de son livre sur l'Algérie. Simone Veil, quant à elle, est la seule femme politique de ce dictionnaire. L'importance historique de ces trois femmes n'est pas à démontrer certes, mais leur présence dans ce dictionnaire demeure étonnante.

La dernière remarque – peut-être la plus importante – concerne enfin l'assimilation, en introduction, du militantisme féminin catholique et protestant dans les domaines sociosanitaires et du féminisme. Tout en reconnaissant l'action de ces femmes, nous tenons à rappeler que la majorité des femmes militant dans les groupes catholiques et dans la plupart des autres associations étudiées dans ce dictionnaire ne peuvent être identifiées aux féministes dont elles contestaient souvent les revendications sociales et politiques à leurs yeux trop radicales. La proportion de médaillées de la Légion d'honneur (27 %) parmi les femmes sélectionnées dans ce dictionnaire témoigne en outre d'un positionnement idéologique relativement peu subversif. Celles qui dérangeaient vraiment l'ordre établi, qu'elles soient féministes, anarchistes ou néo-malthusiennes, ne s'y retrouvent guère. Il est erroné de prétendre que le mouvement féministe, confondu avec le mouvement suffragiste dans l'introduction, a été peu vigoureux en France durant l'ensemble du XX^e siècle. Affirmer que la philanthropie féminine serait finalement un « féminisme à la française » revient à nier toute la mobilisation explicitement féministe qui ponctue le XX^e siècle et qui a tout autant, sinon davantage, mené à la transformation du statut des femmes et de leurs conditions de vie. Les voies des militantes catholiques rejetant le féminisme et celles des féministes dénonçant les inégalités fondées sur le sexe au nom des droits universels ont été largement parallèles, mais elles ne se confondent pas du tout. Si l'on fait abstraction de sa propension à ramener tout militantisme féminin à du féminisme, ce dictionnaire biographique montre toutefois très bien la complexité des parcours et des positions défendues par ces femmes, leurs appropriations variées d'idéologies conservatrices ou progressistes pour créer de nouveaux espaces de parole pour les femmes, de nouveaux services leur étant destinés, de nouveaux lieux de

conscientisation et participer tant à la reproduction qu'à la transformation de la division symbolique et matérielle du travail entre les sexes.

HÉLÈNE CHARRON
Université Laval

RÉFÉRENCES

BARD, Christine

1995 *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*. Paris, Fayard.

CHAPERON, Sylvie

2000a *Les années Beauvoir, 1945-1970*. Paris, Fayard.

2000b « Le Mouvement jeunes femmes 1946-1970 : de l'Évangile au féminisme », *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, janvier-mars : 153-183.

DIEBOLT, Évelyne

1993 *Les associations face aux institutions. Les femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1900-1965*. Thèse de doctorat d'État. Paris, Université Paris VII.

DUBESSET, Mathilde

2002 « Les figures du féminin à travers deux revues féminines, l'une catholique, l'autre protestante, *La femme dans la vie sociale* et *Jeunes femmes*, dans les années 1950-1960 », *Le Mouvement social*, 198 : 9-34.

FAYET-SCRIBE, Sylvie

1990 *Associations féminines et catholicisme. De la charité à l'action sociale, XIX^e-XX^e siècle*. Paris, Éditions ouvrières.

PICQ, Françoise

1993 *Libération des femmes : les années-mouvement*. Paris, Le Seuil.

⇒ **Michèle Charpentier et Anne Quéniart (dir.)**

Vieilles, et après! Femmes, vieillissement et société.

Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2009, 295 p.

Dans leur introduction, Michèle Charpentier et Anne Quéniart soulignent que la majorité de la population âgée actuelle est de sexe féminin, fait rarement pris en compte. Elles visent, par cet ouvrage collectif, à joindre une analyse féministe, centrée sur les inégalités de genre dans des sociétés patriarcales, à une approche qui privilégie l'analyse de différents types d'exclusion et d'inclusion sociales. Associer le genre à d'autres facteurs personnels et sociaux permet non seulement de combler les lacunes discriminatoires à l'égard des femmes âgées, mais également, à leur avis,